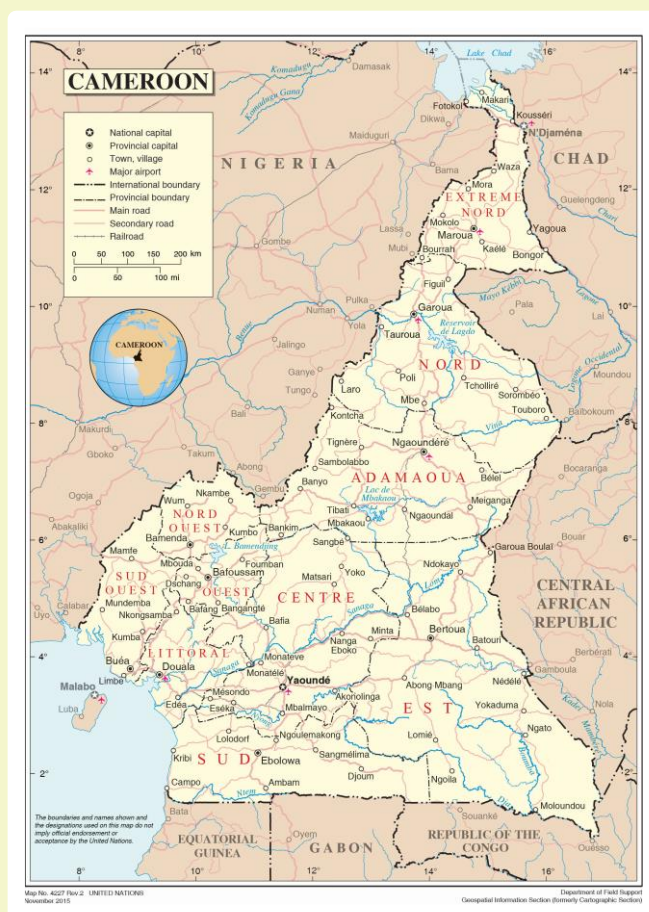


Factsheet: Cameroun

Février 2026



Carte : Nations Unies, novembre 2015

1 FAITS ET CHIFFRES

Population

Estimée à 30,6 millions, plus de 200 groupes ethniques et 250 langues ; les langues officielles sont le français et l'anglais. Plus de 40% de la population a moins de 15 ans et plus des deux tiers ont moins de 30 ans.

Religion

38,4% se considèrent comme catholiques romains, 26,3% comme protestants et 20,9% comme musulmans (sunnites). 5,6% se considèrent animistes et 8,8% se sentent appartenir à d'autres religions ou ne sont pas croyants (dernier recensement en 2005).

Monopole du pouvoir du président

Le président Paul Biya, âgé de 93 ans, dirige le Cameroun depuis 1982. Il nomme le Premier ministre et le cabinet, a une grande influence sur la justice et est le commandant en chef des forces armées. De nombreuses mesures politiques sont mises en œuvre par décret présidentiel. En octobre 2025, selon les chiffres officiels, Biya a remporté un huitième mandat avec 53,7% des voix contre son challenger Issa Tchiroma Bakary, ce dernier revendiquant la victoire. La corruption et les pots-de-vin sont très répandus. L'indice de perception de la corruption 2025 place le Cameroun à la 142e place sur 182 (1re place = le moins corrompu, 182e place = le plus corrompu).

2 PROFILS DE RISQUE

- **Militant·e·s des droits de l'homme** : Menaces, actes de violence, agressions.
- **Professionnel·le·s des médias** : En particulier les auteurs de reportages sur les régions anglophones et les auteurs de rapports critiques sont réprimés par des menaces, des arrestations, des intimidations et des homicides.
- **Critiques du gouvernement** : poursuivis en vertu de la loi antiterroriste introduite en 2014 ou pour diffusion de *fake news*.
- **Opposant·e·s politiques** : Intimidation, arrestations, torture, notamment des membres du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC).
- **Séparatistes anglophones** réels ou présumés.
- **"Collaborateurs* du gouvernement** dans les régions anglophones, en particulier les civil·e·s tels que les enseignant·e·s, les étudiant·e·s, les dirigeant·e·s politiques et religieux, le personnel de santé et le personnel humanitaire.
- **Les professionnel·le·s de l'éducation et de la santé** dans les régions anglophones sont pris·e·s pour cible par les séparatistes et les forces de sécurité du gouvernement.
- **Les personnes de la région de l'Extrême-Nord liées ou présumées liées à Boko Haram/ISWAP** risquent d'être victimes de graves violations des droits humains, y compris l'arrestation arbitraire, la détention sans contact avec le monde extérieur, la torture et la mort en détention.
- **Minorités ethniques et linguistiques**
- **LGBTIQ** : homophobie, persécution judiciaire, arrestations, extorsion, violences. Les actes homosexuels sont interdits au Cameroun et peuvent être punis d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à cinq ans.
- **Les femmes** : Violences domestiques et viols généralisés, pratiques traditionnelles néfastes (notamment pour les veuves), MGF (1,4% des femmes du pays sont concernées, jusqu'à 20% selon les régions), "repassage des seins", discrimination fondée sur le droit coutumier.
- **Enfants** : enrôlement forcé par des groupes armés non étatiques, travail des enfants, "mariage d'enfants", mariage forcé.
- Survivantes de la traite pour le travail forcé et la prostitution

3 DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS

Assassinats et arrestations massives après les élections présidentielles

Après les élections présidentielles du 12 octobre 2025 qui, selon l'opposition de Tchiroma Bakary, ont été truquées, des manifestations ont eu lieu dans les grandes villes du pays (entre autres Douala, Yaoundé, Garoua, Maroua). Les forces de sécurité ont répondu par l'utilisation de gaz lacrymogènes et de balles réelles, ce qui a entraîné la mort de 48 manifestants selon les Nations unies et de 55 selon les organisations de défense des droits de l'homme. Des arrestations massives de manifestants ont également eu lieu, au cours desquelles plusieurs centaines à 2000 personnes ont été arrêtées, selon les sources. De son côté, le gouvernement estime que 16 personnes ont perdu la vie et que 800 personnes ont été arrêtées lors des manifestations. Anicet Ekane, leader de l'opposition du Mouvement Africain pour la Nouvelle Indépendance et la Démocratie (MANIDEM), a été arrêté dans le cadre des manifestations et est mort en prison cinq semaines plus tard dans des circonstances non élucidées.

Répression de l'opposition

Le Cameroun sous la présidence de Paul Biya se caractérise par une répression systématique de l'opposition et de la société civile, notamment par le biais de lois antiterroristes, d'arrestations arbitraires et de restrictions de la liberté d'expression, de réunion et d'association. Ces moyens sont particulièrement utilisés dans le contexte de la « crise anglophone », mais aussi contre des acteurs francophones. Outre les homicides et les détentions dans le contexte des élections d'octobre 2025, Amnesty a documenté la poursuite de la détention arbitraire de partisan·e·s de l'opposition liés à des manifestations antérieures et a demandé la libération de 36 personnes détenues depuis 2020 pour des rassemblements pacifiques.

Réduction de l'espace de la société civile

Les organisations non gouvernementales (ONG) sont soumises à des conditions d'enregistrement strictes et sont arbitrairement suspendues ou interdites. Ainsi, en décembre 2024/ janvier 2025, le ministère de l'Intérieur a suspendu quatre organisations, y compris le Redhac (Réseau des défenseurs des droits humains en Afrique centrale) d'Alice Nkom, pour « financement illégal et exorbitant ». Nkom elle-même a été convoquée à plusieurs reprises et accusée par les autorités de soutenir des groupes armés. Le militant pacifiste anglophone Abdu Karim Ali a été condamné à la prison à vie en mai 2025 pour « hostilité contre la patrie » et « sécession ».

Le conflit dans les régions anglophones (nord-ouest/sud-ouest)

En 2016, des enseignants, des étudiant·e·s et des avocat·e·s ont manifesté pour réclamer plus de droits pour les anglophones et contre leur marginalisation économique persistante, ce à quoi le gouvernement a répondu par la violence et des arrestations

massives. En 2017, des séparatistes ont proclamé l'État d'« Ambazonie », ce qui a encore aggravé le conflit. Le conflit armé dans les régions anglophones a continué à entraîner de nombreuses violations des droits humains en 2025 : Des violations persistantes ont été commises tant par les forces de sécurité de l'État (y compris des homicides, des actes de torture, des violences sexuelles et la destruction de biens) que par les séparatistes armés (par exemple, des attaques contre des civil·e·s et des établissements d'enseignement). La violence dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest a provoqué le déplacement de plus de 580 000 personnes en 2024.

Détention arbitraire et prolongée de personnes anglophones. Dans son rapport annuel sur la situation des droits humains au Cameroun, Amnesty International signale que des anglophones sont détenus arbitrairement en raison de leurs liens présumés avec des groupes armés ou des actes de violence. Ainsi, Kingsley Njoka, un journaliste indépendant de la région anglophone du Nord-Ouest, a été arrêté en 2020 et condamné d'abord à dix, puis à cinq ans de prison. 41 militant·e·s et dirigeant·e·s de l'opposition sont toujours en détention après avoir été condamné·e·s par des tribunaux militaires pour avoir participé à une marche organisée par le parti d'opposition Cameroon Renaissance Movement le 22 septembre 2022.

Violence et déplacement de population dans le nord du pays

Les groupes armés non étatiques Boko Haram (Jamatu Ahli al-Sunna) et Islamic State West Africa Province (ISWAP) continuent de perpétrer des attaques contre la population locale dans la région de l'Extrême-Nord. De ce fait, 20 000 personnes ont été déplacées au cours du premier semestre 2025. Ces attaques sont accompagnées de pillages, de meurtres et d'enlèvements de civils, ces derniers dans le but d'obtenir une rançon. Entre janvier et août 2025, 174 cas d'enlèvements ont été enregistrés. Rien qu'en août 2025, 163 incidents de sécurité ont eu lieu, au cours desquels 11 personnes ont été tuées et 20 blessées.

Une situation humanitaire tendue

La situation humanitaire est extrêmement tendue et est encore aggravée par des dynamiques régionales dans différentes régions du pays : dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest par le conflit armé, dans la région de l'Extrême-Nord par l'insurrection de groupes armés non étatiques et les chocs liés au climat (par exemple, sécheresse et inondations) et dans les régions de l'Adamaoua, de l'Est et du Nord par l'afflux de réfugiés en provenance de la République centrafricaine. En 2025, le Cameroun était classé 155e sur 193 à l'indice de développement humain des Nations unies. 3,3 millions ont besoin d'une aide humanitaire et 3,1 millions ont été touchés par une grave insécurité alimentaire entre octobre et décembre 2025.

4 PRATIQUE DES AUTORITÉS SUISSES

Demandes d'asile et taux de protection

Selon les statistiques sur l'asile du Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM), 131 personnes originaires du Cameroun ont déposé une demande d'asile en Suisse en 2025. Durant la même période, 236 demandes ont fait l'objet d'une décision, le taux d'octroi de l'asile étant de 6,4% et le taux de protection (décisions positives et admissions provisoires) de 18,3%. Le taux d'octroi de l'asile ajusté (sans décision de non-entrée en matière sans admission provisoire) était de 8,5% et le taux de protection ajusté de 24,2%.